

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

XXXème Année

Rome, Janvier 1979 - No 1

Sous le symbole de la Faucille et du Marteau

DECLIN DE L'HOMO SAPIENS

de ROBERTO CESTELLI

I l y a onze ans de cela, je suivais, du haut de la fenêtre de mon bureau qui donne sur la via Larga, la rue la plus politique de Milan, le déroulement de la «révolution de 1968» qui commençait à donner ses premières preuves.

D'ininterminables cortèges de jeunes gens défilaient en déployant des drapeaux rouges avec la faucille et le marteau, en scandant:

«Castro, Guevara, Maο, Hô Chi Minh
un, dix, mille Viêt-nam!»

Dans le même temps, des manifestations du même genre se déroulaient dans d'autres villes d'Italie et en France et partout, après leur passage, des slogans écrits de rouge se répétaient à l'infini sur tous les murs de toutes les villes. Ces slogans étaient toujours les mêmes et tous semblaient avoir été écrits par la même main.

S'il s'agissait en l'occurrence d'une révolution, elle démontrait, dès sa naissance, avoir eu derrière soi une grande organisation, mais bien peu d'imagination dans la tête des participants.

Le spray utilisé pour ces graffiti avait cependant permis d'obtenir un premier résultat d'égalité sociale; il imposait, en effet, la même graphie ronde et enfantine à toutes les mains qui l'utilisaient dans ce but.

Au cours du présent mois de janvier, les chars d'assaut vietnamiens sont entrés dans la capitale du Cambodge, l'ex-héroïque peuple de la République Socialiste du Viêt-nam a écrasé le peuple ex-ami et compagnon de la République Socialiste du Cambodge. Deux pays communistes sont entrés en conflit et, derrière eux, les deux colosses rouges qui se partagent, sur leur dos, leurs intérêts et, par suite, leur protection, qui se lancent mutuellement des menaces de guerre toujours moins voilées; tandis que l'un d'eux, la Chine, accuse l'Urss de vouloir utiliser le socialisme comme instrument de son impérialisme, l'autre, c'est-à-dire l'Urss, accuse le premier de vouloir provoquer une guerre mondiale destructrice.

La fin d'un rêve

Depuis ce lointain début de 1968 à aujourd'hui, onze ans à peine ont passé; il s'agit d'une période au cours de laquelle la génération de nos* fils aînés, dressée sur ses pieds

à la clameur enivrante d'un mythe, crut combattre une bataille pour l'amélioration du monde et la paix universelle et se lança dans une certaine voie; et si l'idéalisme d'alors leur fit vivre des moments exaltants, la réalité d'aujourd'hui les submerge d'amertume, tout au moins nous l'espérons, car nous croyons en leur bonne foi initiale.

Aujourd'hui, le rêve de la jeune gauche européenne est définitivement mort et tout le monde peut constater qu'entre l'imagination et le pouvoir, c'est le pouvoir qui a gagné et qu'entre la force brutale et la raison, c'est la première qui a primé. Il ne fallait d'ailleurs pas s'attendre à autre chose du matérialisme transformé en religion d'Etat.

Il y avait eu, avant 1968, la révolution culturelle et le charme romantique d'un Che Guevara, que la mort avait transformé en étendard.

Aujourd'hui, en amont du marxisme et de toutes ses formes allotropiques, il ne reste plus que la réalité impérialiste de l'Urss, tandis qu'en aval, il n'y a que la réalité brutale d'une polémique, totalement privée d'idéals, entre Moscou et Pékin pour la possession de la région de la Sibérie orientale, couvrant près de quatre millions et demi de kilomètres carrés, où la nature a amassé dans son sous-sol de gigantesques gisements de pétrole, d'uranium, de méthane et de charbon et d'énormes dépôts de minerais métalliques, un potentiel incroyable de richesse qui a mérité la définition de «scandale géologique».

Chine et Urss: survie et puissance

La Chine n'a pas encore lancé le slogan «L'Asie aux Asiatiques!», parce qu'elle n'est pas prête pour un affrontement direct avec l'Urss.

Son programme de développement industriel prévoit un temps de réalisation de vingt ans et son choix s'est porté sur le Japon et les pays de l'Europe occidentale pour la collaboration technologique indispensable. Avec les Usa, elle se limite, pour le moment, à développer ses rapports diplomatiques.

Cette immense nation, d'une superficie de 9 350 000 kilomètres carrés - un peu moins que l'extension globale de l'Europe - amasse une population de près d'un milliard d'individus et son taux d'accroissement démographique est tel qu'on estime qu'elle possèdera, d'ici dix ans, 1 300 millions d'habitants et deux milliards à la fin de ce siècle.

Mais si son programme de développement industriel aura été pleinement appliqué, la Chine se trouvera, d'ici une dizaine d'années, devant un choix dramatique: soit arrêter son essor pour ne pas dire rétrograder, afin d'aligner la consommation globale de sa population de l'époque à ses propres disponibilités en matières (les énergétiques en tête), soit s'emparer du territoire sibérien du nord-est pour entrer en possession de toutes ses énormes richesses géologiques.

Le problème chinois se pose en termes de survie et de participation équitable au développement industriel de l'humanité.

Mais il est évident que le problème chinois est destiné à entrer en conflit avec les intérêts de l'Urss qui ne sont pas de survie, mais de puissance.

Le territoire de l'Urss s'étend sur 22 300 000 kilomètres carrés, soit plus d'un septième des terres émergées du globe. Sa population s'élève à 260 millions d'individus et son taux d'accroissement démographique est aligné sur ceux des pays les plus industrialisés, c'est-à-dire qu'il est très bas. On estime qu'à la fin des années 80 sa population n'aura augmenté que de 10 millions d'habitants.

Ses programmes de développement industriel sont grandioses et se basent essentiellement sur la mise en valeur et l'utilisation des richesses minérales et énergétiques de la Sibérie nord-orientale. Sa politique est nettement impérialiste et expansionniste. Même si elle ne l'a pas déclaré ouvertement, ses visées sont de parvenir à dominer le monde d'ici la fin du siècle.

La guerre naît à l'enseigne de la faucille et du marteau

Déjà, lors de la révolte hongroise et du printemps de Prague, le monde avait assisté, craintif et stupéfié, à la désinvolture avec laquelle la puissance soviétique avait employé

ses chars d'assaut pour écraser deux peuples européens dont les nations étaient toutefois aux mains d'un régime communiste.

Plus récemment encore, Castro a démontré, avec l'exportation de ses masses de guérilleros en Afrique, que le pacifisme socialiste, tant vanté, n'est fait que de mots et que le sang des militaires cubains était un prix qu'il était disposé à payer pour confirmer sa fidélité et son adhésion aux plans impérialistes de Moscou.

L'action d'anéantissement des Nord-vietnamiens sur les régions conquises du sud et la diaspora tragique et désespérée de près d'un million de Sud-vietnamiens vers les pays côtiers du golfe du Tonkin a démontré, une fois encore, le caractère inhumain des gouvernants communistes.

Pour compléter le sombre tableau de ce qui se passe à l'enseigne «de la faucille et du marteau», rappelons les guerres impitoyables et féroces que les pays communistes se livrent mutuellement.

L'attaque de l'Ethiopie à la Somalie et celle, encore plus tragique, du Viêt-nam contre le Cambodge.

Il est évident que la guerre naît à l'enseigne «de la faucille et du marteau» et que le rouge de ce drapeau, qui fut initialement brandi comme le symbole de l'insurrection contre l'oppression sociale et pour proclamer la paix et la fraternité entre les peuples, dégouline désormais de sang et est devenu le symbole de la dictature et de l'oppression et, en Urss, il est au service de l'impérialisme le plus forcené que le monde ait jamais connu.

L'oeuf maléfique de la Troisième Guerre mondiale a été fécondé à son ombre et il existe de sérieux motifs pour craindre qu'il n'éclore avant la fin, déjà proche, de ce siècle.

Les récents événements en cours dans le sud-est asiatique pourraient cependant anticiper la rupture d'une façon foudroyante, car l'Urss a tout intérêt à écraser la Chine avant que celle-ci ne soit en condition de l'attaquer.

Les termes péremptoirs avec lesquels l'Union soviétique a lancé le défi aux puissances occidentales de ne pas céder à la Chine des armes, même défensives, et les garanties que les membres du Pacte de Varsovie ont donné, à l'exclusion de la Roumanie, au gouvernement de Hanoï, sur pression de Moscou, sont des symptômes évidents d'une crise proche.

Le récent accord entre l'Urss et la République Socialiste du Viêt-nam, signé à Moscou le 3 novembre 1978, ne laisse malheureusement aucun doute quant aux intentions réelles du Kremlin.

L'article six du traité déclare textuellement, en effet:

«Les parties contractantes se consulteront sur toutes les questions internationales qui intéressent les deux nations.

«Au cas où l'une des parties devrait être l'objet d'une attaque ou d'une menace d'attaque, les susdites parties contractantes procéderaient à des consultations immédiates afin d'éliminer une telle menace et à l'adoption des mesures correspondantes pour sauvegarder la sécurité des pays respectifs».

Ce qui signifie, sans périphrases, que le Viêt-nam a attaqué et envahi le Cambodge avec le consentement de l'Urss et que, probablement, il en sera de même pour la Thaïlande et les autres nations riveraines et insulaires du golfe du Tonkin, du golfe du Siam et peut-être, également, de la mer de Chine méridionale.

La Russie soviétique est en train d'infliger, par l'intermédiaire du gouvernement belliqueux de Hanoï, un coup mortel au prestige de la Chine et, tandis qu'elle en prépare son encerclement, elle veut démontrer non seulement aux autres peuples asiatiques et, en particulier, à l'Inde et au Japon, mais aussi à l'Europe et aux Usa, que Pékin n'est qu'un simple tigre de papier.

Comment réagira la Chine? Sa tentative directe d'arrêter Hanoï provoquerait automatiquement l'intervention militaire de Moscou et elle n'est pas en mesure, pour dix ou peut-être même vingt ans, d'affronter la force militaire soviétique.

Les Usa seraient-ils disposés, à leur tour, à se laisser entraîner dans une guerre atomique mondiale pour garantir une aide à leur nouvel allié asiatique potentiel?

Aucun de nous n'est en mesure d'évaluer à quel point la soif de pouvoir peut pousser, en ce moment, l'Urss sur la voie périlleuse d'une guerre totale et quelles sont les

possibilités de victoire qu'elle estime posséder.

Il y a exactement quarante ans de cela, les calculs de Hitler quant à l'immobilisme des autres puissances devant l'invasion de l'Autriche et des territoires sudètes s'avérèrent exacts. Il ne se trompa que lorsqu'il envahit, en plein accord avec Staline, la Pologne; mais pendant dix autres mois il bloqua toute action sur le front occidental, dans l'illusion que la France et la Grande-Bretagne auraient négocié une paix avant le début d'une guerre qui l'aurait directement concerné.

Les dictatures ont toujours tendance à raisonner selon les mêmes méthodes.

Mais, mises au pied du mur, les démocraties ne réagirent pas, à cette époque-là, selon les prévisions de Berlin et il se pourrait fort bien que demain elle fassent de même vis-à-vis de Moscou.

Déclin de l'Homo Sapiens

Si l'on analyse les faits exposés et que l'on en tire les déductions logiques, il affleure une réalité terrifiante: une guerre aux énormes dimensions, peut-être même totale, pourrait exploser d'ici très peu de temps et son déclenchement serait l'oeuvre de l'Urss.

Fort de ce que M. Brejnev a écrit au président Andreotti, dans la fameuse lettre qu'il lui a récemment envoyée, d'aucuns pourraient objecter que c'est la Chine qui a démontré des intentions hostiles à l'égard de l'Urss et que ce sont les dirigeants de Pékin qui se sont déclarés persuadés de l'inéluctabilité de la guerre.

Ceci ne modifie en rien les termes du problème et ne dément pas - bien au contraire renforce - l'existence d'une mine déjà amorcée capable de faire exploser le monde. Ceci ne



nie pas, non plus, qui sont les premiers rôles de cette tragédie prévisible et se limite seulement à polémiquer pour savoir à qui revient la qualification de responsable numéro un.

Mais notre intérêt n'est pas de savoir si l'allumette qui enflammera la mèche sera de marque chinoise ou soviétique.

Ce qui nous émerveille est l'extraordinaire indifférence et l'absence totale de réactions de la part de l'homme de la rue et des mass-media en face de cette situation et des faits qui l'ont précédée et l'ont préparée.

Même s'ils ont reporté les informations sur lesquelles sont basées les analyses de cet article, journaux, revues, radio et télévision se sont bien gardés de les commenter et d'en tirer les conclusions logiques, prévisibles.

L'homme de la rue, comme nous l'avons déjà dit, est resté inerte, les masses politisées, habituées à ne se remuer que si elles sont poussées par une propagande intéressée, ne sont pas descendues dans les rues pour organiser des cortèges et hurler des slogans; la presse politique de gauche a même minimisé, tu ou déformé les événements les plus préoccupants.

Quand les Usa, pour empêcher que l'armée aguerrie de Hô Chi Minh n'envahisse le Viêt-nam du sud, se déployèrent sur la ligne démilitarisée qui divisait les deux pays, l'opinion publique occidentale, génialement manoeuvrée par qui en avait un intérêt caché mais précis, décréta que Hanoï était la victime et les Usa les agresseurs.

C'est en vain que furent apportés des témoignages précis sur la vérité des faits. La localisation géographique des lieux de combat parlait d'ailleurs bien clairement de par elle-même.

«L'armée paysanne» du général Giap avait toutes les sympathies et les soldats américains étaient jugés pratiquement comme des membres de bandes nazies.

Les Usa commirent l'erreur de rester toujours immobiles sur les lignes de frontière et de ne jamais porter la guerre terrestre sur le territoire de Hanoï.

Tout le monde s'apitoya sur les pauvres Vietcongs et sur les atrocités commises par les combattants Usa.

Des cortèges vociférants parcoururent les rues de nos villes avec des drapeaux rouges. Des écrits «Nixon bourreau» apparurent sur tous les murs.

L'opinion publique américaine, elle-même, fut en fermentation.

L'habituelle élite, intellectuelle, progressiste et profiteuse, se mit - et non pas seulement pour des questions d'idéal - à la tête de cette «sainte indignation» populaire.

Cela peut paraître incroyable, mais c'est l'opinion publique occidentale, et non les Vietcongs, qui réussit à battre les puissantes forces armées américaines, à les faire se retirer et à donner la victoire à Hô Chi Minh.

Quand, par la suite, se déchaîna l'épouvantable tragédie des réfugiés vietnamiens du sud, fuyant désespérément sur la mer pour échapper à la cruauté des envahisseurs du nord, personne ne descendit dans les rues pour protester, les intellectuels restèrent muets et les mass media glissèrent sur la question avec l'élégance des anguilles.

Déjà l'autre tragédie des peuples somali et érythréen était passée sous silence. Il s'en fallut même de peu que l'on applaudisse les troupes mercenaires cubaines et tchécoslovaques qui avaient prêté main forte à l'Ethiopie.

Aucun cortège ne fut organisé, aucun drapeau rouge ne fut agité, ces jours derniers, dans les rues pour protester contre l'invasion vietnamienne du Cambodge.

L'auteur du présent article fait peut-être preuve d'ignorance en démontrant ne pas comprendre que tout ceci s'est déroulé en faveur de l'humanité, de la démocratie et de la liberté des peuples.

Tout... y compris les morts, les disparus et les malheureux, que la couleur de leur peau soit jaune ou noire.

Par contre, nous sommes en train d'assister, peut-être, à un véritable déclin de l'Homo Sapiens qui tombe désormais dans tous les pièges idéologiques qui lui sont tendus, car il ne sait pas ou ne veut plus, par paresse, raisonner avec sa propre tête.

Il est certainement plus facile de hurler des slogans préfabriqués que d'exprimer sa

LA GRECE:

Encore plus près de son entrée dans la CEE

HENRI DUVAL

Les derniers obstacles ont été levés

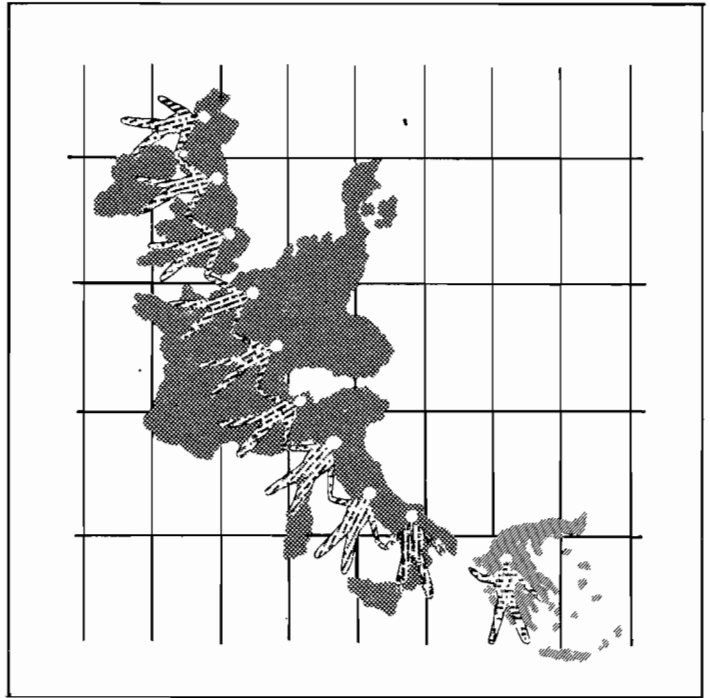
Les événements positifs et encourageants sont rares en matière d'unification européenne. Aussi nous empressons-nous de nous réjouir d'une nouvelle qui nous parvient de la terre glorieuse de l'antique Hellade.

La Grèce a fait un nouveau pas sur la voie qui la mènera au sein de la Communauté européenne. Au terme de deux ans et demi de négociations, les représentants de ce pays et de la C.E.E. ont levé les derniers obstacles concernant surtout la période transitoire précédant l'intégration proprement dite. Juste avant Noël, le ministre grec des affaires étrangères soulignait avec satisfaction l'importance de l'accord réalisé et prévoyait la signature du traité d'adhésion durant le premier semestre 1979. Mais, comme on sait, cette adhésion ne deviendra défi-

nitive qu'après la ratification par les Parlements des Dix, et ceci nous portera très probablement vers la fin de l'année prochaine.

La façon dont ont été réglés les problèmes avec Athènes prouve qu'il n'y a

pas d'obstacles insurmontables dès lors que les parties sont décidées à signer un accord et justifie notre optimisme en ce début d'année 1979. Pour la Grèce, les dernières difficultés portaient sur l'agriculture et la



(suite de la page 5)

propre idée. Il est incontestablement plus commode de se rendre à un rassemblement où tout est préparé à l'avance, banderoles et drapeaux compris, que de se réunir spontanément pour manifester une protestation civile provenant directement du plus profond du cœur.

Trop de gens se sentent désormais non plus des individus, mais essentiellement une masse. Les luttes qui ont toujours fait progresser l'humanité ont été des actions collectives, mais où chacun était personnellement et profondément imprégné d'une idée.

Aujourd'hui, ici, en Occident, y compris les Etats-Unis, nous sommes emportés par un alluvion bourbeux de mots répétés ou imprimés qui forment l'opinion publique de la masse; et celui qui désire raisonner avec sa propre tête est, par définition, toujours

main-d'oeuvre. L'intégration de l'agriculture hellénique à l'Europe verte représentait en effet une menace pour certains pays membres en cas d'ouverture immédiate des frontières.

L'accord réalisé prévoit une période de transition de cinq ans, comme cela avait été demandé en 1973 à la Grande-Bretagne, à l'Irlande et au Danemark. Ce délai est porté à sept ans pour les tomates et les pêches. De même faudra-t-il attendre sept ans après la ratification du traité pour que soit acquise la libre circulation des travailleurs grecs dans la Communauté.

L'importance de l'élargissement de la C.E.E. vers le Sud de l'Europe n'a pas besoin d'être démontrée. Tout comme il est évident que l'entrée de la Grèce dans la C.E.E. ne manquera pas de créer des perturbations, des animosités et parfois même de vrais conflits à propos du commerce des produits agricoles.

Un pont entre la C.E.E. et le monde arabe

La Grèce est appelée à jouer un rôle très significatif comme pont entre la Communauté économique européenne et le monde arabe.

On a pu constater assez récemment que les pays arabes producteurs de pétrole sont très intéressés à des formes d'investissement dans l'économie grecque et à la participation à des «joint-ventures» avec des sociétés grecques. On a discuté en 1978 des projets en ce sens qui sont de l'ordre de 2 500 millions de dollars et on a décidé de créer à Athènes une banque gréco-arabe qui servira à canaliser les capitaux arabes vers la Grèce. La conclusion de certains accords économiques gréco-arabes a aussi un aspect politique pas du tout négligeable, car elle prouve que la Grèce inspire confiance par son régime démocratique, assez stable, par les perspectives de son affermissement économique (Le Pnb est augmenté en 1978 de 5 pour cent environ).

Le dossier turc

La Grèce se trouvera toujours à faire face à ses différends avec la Turquie que seule, peut-être, l'entrée de ce pays dans la C.E.E., également, pourra résoudre d'une manière définitive. On se rappelle sans doute l'incident de l'automne 1978 qui a donné la mesure de l'ampleur de ces

différends. Une canonnière turque a coulé le soir du 31 octobre un bateau de pêche grec au large du port d'Alexandroupolis, dans le nord du pays. L'incident a eu lieu dans les eaux territoriales grecques - ce que les Turcs se sont empressés de démentir, mais sans justification réelle. Mais même si - d'après la version turque de l'incident - une vedette de la gendarmerie turque, en cherchant à éloigner les bateaux de pêche grecs, a légèrement heurté l'un d'eux, lui causant de légers dommages - il n'est pas admissible que la canonnière turque coule un bateau de pêche. De telles méthodes ne plaident pas en faveur de l'Etat qui y a recours.

Il est certain que l'entrée de la Grèce dans la C.E.E. pourra assurer plus de stabilité dans la zone méditerranéenne et dans les Balkans. En même temps, nous devons souligner que la Grèce s'assume une lourde responsabilité et qu'elle devra faire preuve d'une grande maturité politique, d'un esprit hautement démocratique et témoigner de la bonne volonté pour résoudre ses différends dans un esprit européen.

H.D.

considéré comme un réactionnaire.

Je crois que nous sommes en train d'assister à un véritable déclin de l'Homo Sapiens.

Il se peut que lorsque ses descendants stupides et non lointains devront se compter après l'avènement d'une guerre atomique monstrueuse ou que, privés de liberté et rangés dans des casiers comme des colonies d'hyménoptères, ils vivront une vie misérable, ils se rendront compte de ce qu'ils auront perdu et trouveront la force morale de remonter, avec force larmes et sang, la pente au sommet de laquelle leurs pères sont en train d'abandonner, avec la faculté de pensée, leur dignité d'hommes.

R.C.

Une campagne contre l'Europe supranationale

Michel Debré a lancé officiellement la croisade contre l'idéologie européenne de supranationalité. C'est ainsi qu'il a inauguré sa campagne pour les élections de l'Assemblée communautaire de juin prochain: avec une conférence de presse qui l'a montré, une fois encore, dans le rôle de Cassandre de la V^e République. L'ex-Premier ministre du général de Gaulle a tracé

un tableau aux teintes sombres de l'avenir de la France au sein de la Communauté. Il a dénoncé le risque qu'elle court en entrant, en 1979, «dans un mécanisme supranational susceptible de provoquer l'alignement de sa politique et l'abaissement de ses ambitions».

Debré a également parlé de l'isolement de la France au sein de l'Europe des Neuf,

Lettre au Président Carter

Les opposants à l'Europe

Signor Presidente,

Vengo a conoscenza, dai giornali, di tentativi revisionisti ungheresi sulla Transilvania romena. Io mi onoro d'aver scritto un libro, di cca 300 pp. sui diritti storici, etnici, linguistici della Romania su quella regione, - libro scritto all'epoca del famigerato Trattato di Vienna, quando l'Asse Roma-Berlino impose allo Stato romeno la cessione della metà di quella regione alla Ungheria. Fu un atto totalmente ingiusto ed arbitrario, dettato con la forza, che non potei contenere la mia indignazione e scrissi la storia dei Romeni di Transilvania, unica reazione scritta in Italia contro il sopruso di un governo che si reggeva egli stesso sulla tirannide.

Come reagii allora, non posso non reagire oggi contro il regime dell'Ungheria comunista - nonchè contro le agitazioni revisioniste, scioviniste degli ungheresi dell'estero, - che vorrebbe continuare l'asservimento di una parte del popolo romeno, che in Transilvania è in stragrande maggioranza, è autoctono e permanente fino ad oggi, dal tempo della conquista dell'imperatore romano Traiano.

Non c'è dubbio, ed è onesto ricordarlo, che nella regione oggi vivono delle minoranze ungheresi. Ma è doveroso riconoscere che esse godono di libertà che mai il popolo romeno della Transilvania conobbe nei lunghi secoli del suo servaggio. Gode infatti di tutte le libertà concesse ai romeni, di scuole proprie, di 5 teatri di prosa e di un teatro lirico, di una Università nella quale si insegna anche in ungherese, di case editrici, di giornali e riviste in ungherese, di libri tradotti da diverse lingue in ungherese, ecc. - mentre scrittori ed artisti ungheresi lavorano in armonia con i loro colleghi romeni.

Tutto questo lo so per conoscenza diretta, non per sentito dire, durante i frequenti viaggi che io faccio in Romania, e che mi hanno permesso di constatare l'apertura culturale e diplomatica del governo romeno, per una profonda collaborazione con tutti i popoli, per la coesistenza pacifica e la pace nel mondo.

Con ossequi.

Prof. Univ. Dott. Mario Ruffini

en face de l'unanimité des thèses étrangères en faveur de l'intégration. «Le monde germanique - a-t-il affirmé - cherche sa propre réunification, le monde anglo-saxon se regroupe autour de la politique américaine, le monde latin cherche une promotion politique et un soutien économique en échange de sa propre adhésion. La France n'appartient à aucun de ces mondes». Il a en outre ajouté que «les pourparlers sur l'élection de l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel n'avaient pas été conduits avec le sérieux requis par la gravité du problème»; il s'est également plaint du manque d'accord complémentaire

ayant pour but de limiter les attributions du nouveau Parlement.

Pour toutes ces raisons, Debré demande la révision des traités supranationaux, dont il a souligné le caractère «nocif et illégitime» et dont les dispositions sont, selon lui, «caduques et dangereuses». Il a suggéré un réveil du Parlement et la constitution de comités de vigilance européenne et de promotion nationale avec, pour mission, de surveiller, dans tous les domaines, le comportement du gouvernement et de ceux qui, au nom de ce dernier, participent aux pourparlers internationaux. □

Monsieur le Président,

Je viens d'apprendre, par les journaux, les tentatives révisionnistes hongroises sur la Transylvanie roumaine. Je m'honore d'avoir écrit un livre [300 pages environ] sur les droits historiques, ethniques, linguistiques de la Roumanie sur cette région; ce livre fut écrit à l'époque du tristement célèbre Traité de Vienne, lorsque l'axe Rome-Berlin imposa à l'Etat roumain la cession de la moitié de cette région à la Hongrie. Ce fut là un acte extrêmement injuste et arbitraire, dicté par la force et je ne pus contenir mon indignation; c'est pourquoi j'écrivis l'histoire des Roumains de Transylvanie, unique réaction écrite en Italie contre les vexations d'un gouvernement qui n'était régi que par la tyrannie.

Ayant réagi à cette époque, je ne peux pas ne pas réagir aujourd'hui contre le régime de la Hongrie communiste - ainsi que contre les agitations révisionnistes et chauvinistes des Hongrois de l'étranger - qui voudrait poursuivre l'asservissement d'une partie du peuple roumain qui est, en Transylvanie, en très grande majorité, qui est autochtone et permanent jusqu'à ce jour, depuis l'époque de la conquête de l'empereur romain Trajan.

Il est incontestable, et il faut honnêtement le reconnaître, que vivent aujourd'hui dans cette région des minorités hongroises. Mais il faut également reconnaître qu'elles jouissent de libertés que jamais le peuple roumain de la Transylvanie ne connut au cours des longs siècles de son servage. Elles jouissent, en effet, de toutes les libertés accordées aux Roumains, de leurs propres écoles, de cinq théâtres d'art dramatique et d'un théâtre lyrique, d'une université où l'enseignement est fait également en hongrois, de maisons d'édition, de journaux et de revues en langue hongroise, de livres étrangers traduits en hongrois, etc. - tandis que les écrivains et les artistes hongrois travaillent en harmonie avec leurs collègues roumains.

Tout ce que je viens d'écrire, je le sais pour l'avoir vu personnellement et non par ouïe-dire, au cours des fréquents voyages que je fais en Roumanie et qui m'ont permis, justement, de constater l'ouverture culturelle et diplomatique du gouvernement roumain, pour une profonde collaboration avec tous les peuples, pour la coexistence pacifique et la paix dans le monde.

Respectueusement.

Mario Ruffini

Docteur honoris causa de l'Université de Bucarest
Professeur de Langue et de Littérature roumaines à la
Faculté de Lettres de l'Université de Turin de 1930 à 1967

(traduction)

LES MAUX DE L'ECONOMIE D'ETAT EN U.R.S.S.

(Extrait du discours de L.I. Brejnev prononcé au cours de la réunion plénière du Comité Central du PCUS à Moscou, le 27 novembre 1978.)

Compagnons! Nous examinerons aujourd'hui les projets du plan et du bilan pour l'année 1979. Comme toujours, cela nous permettra de nous faire une idée plus concrète et complète de la situation économique générale, des succès obtenues, des problèmes qui se posent et des voies qui conduisent à leur solution.

Au cours de ces dernières années, les installations de production ont été considérablement accrues et modernisées. Les immobilisations ont augmenté de 195 milliards de roubles et, vers la fin de cette année, elles atteindront 300 milliards de roubles. Cet accroissement est considérable: il correspond pratiquement au montant global des immobilisations au début des années soixante.

Toutefois, les objectifs concernant l'accroissement du potentiel et la production des métaux ferreux et non ferreux, du charbon et du pétrole ne sont pas entièrement atteints. Les pertes de ces importantes matières premières et la part qui se transforme en scories restent pratiquement inchangées. Cet état de fait crée des difficultés dans divers secteurs économiques. J'estime que cette situation dérive, avant tout, des lacunes dans le travail des ministères responsables, du mauvais contrôle de l'application des plans dans les entreprises et dans les chantiers. Les dirigeants de ces ministères doivent en tirer les conclusions qui s'imposent.

Mais il persiste un écart considérable entre les plans des ministères de la Construction et leur application. On n'a pas encore réussi à arrêter le processus de pulvérisation des investissements entre de nombreux chantiers. L'entité des travaux

de construction inachevés s'accroît sans cesse. Des machines non installées pour une valeur de plusieurs milliards de roubles sont stockées inutilement dans les dépôts. On en a déjà parlé plus d'une fois, mais il ne semble pas que le Comité public pour la planification, les commettants et les entrepreneurs de travaux publics se sentent responsables de la non-utilisation des investissements des machines et du matériel.

Il fut décidé, en 1966, de construire un atelier pour le vernissage des laminés à froid dans l'usine sidérurgique de Lysva. Douze ans ont passé, mais sur les 126 millions de roubles alloués, 28 seulement ont été utilisés. Des machines d'une valeur de dizaines de millions de roubles restent inactives.

La même année, à Nachodka, il fut entrepris la construction d'une fabrique de boîtes en fer blanc pour des conserves. En 1974, les travaux furent arrêtés et, en 1977, ils ont été repris. En douze ans, il n'a été utilisé que 11 millions de roubles sur les 42 prévus. La conclusion des travaux de construction est prévue pour 1983, c'est-à-dire 17 ans après leur début.

L'agriculture et le transport des produits

Mais passons maintenant à quelques questions intéressant l'agriculture.

L'année 1979 est la première année d'application pratique des décisions de la réunion plénière de juillet du Comité Central du parti. Le projet de ce plan, que nous sommes en train de discuter, indique les taux élevés d'accroissement de la production agricole. Pour la plupart des produits, le niveau maximal atteint au cours des années les plus favorables a été dépassé.

sé. Ceci est dû aux exigences croissantes du pays. Il est bien connu que la demande de quelques denrées alimentaires et, en particulier, de viande n'est pas entièrement satisfaite. Il s'ensuit qu'il se prépare, pour les travailleurs de l'agriculture, une année de travail incessant.

Le paramètre décisif du travail agricole est, naturellement, l'augmentation de la production. Au fur et à mesure que les dimensions de la production s'accroissent, il devient toujours plus important de faire arriver le produit aux consommateurs avec le minimum de perte. Nous en avons déjà parlé plusieurs fois. Mais les pertes de cé-

réales, de pommes de terre, de légumes et fruits restent considérables.

Ces pertes sont intolérables. Les Soviétiques peuvent comprendre les difficultés dues aux conditions atmosphériques, mais ils ne peuvent ni ne veulent accepter comme une explication des difficultés existantes, les cas de mauvaise gestion, d'irresponsabilités et d'incurie. C'est pourquoi nous affirmons aujourd'hui, et à bon droit, que les pertes de céréales, de légumes, de fruits et de coton ne sont pas seulement une question économique, mais également une grande question politique, qui influe directement sur l'état d'esprit et sur l'activité de



mais à part ça, Madame la Marquise, ...



... tout va très bien...!

travail des Soviétiques. Tout communiste, tout dirigeant d'entreprise, tout fonctionnaire du parti doit avoir à cœur la richesse du peuple. Celui qui ne le fait pas doit être traité avec toute la sévérité prévue par les statuts du parti et nos lois soviétiques. J'estime que la question de la lutte contre les pertes (non seulement dans l'agriculture, naturellement) doit faire l'objet d'une analyse attentive et autocritique au cours des réunions et des conférences du parti, dans les assises des Soviets des députés du peuple.

En parlant des pertes, nous ne devons naturellement pas oublier, également, le fait que le rythme de développement de l'agriculture n'a pas encore été atteint par les secteurs qui doivent veiller au transport, à la conservation et à la transformation de tout ce que les campagnes produisent. Les objectifs du plan quinquennal ne sont pas atteints dans la construction des silos et dans la mise en service de nouvelles installations pour le travail des betteraves à sucre, des viandes, des produits laitiers, des légumes et des fruits. La répartition de ces installations dans le pays laisse également à désirer. En en discutant au sein du Bureau Politique du Comité Central du Pcus, nous avons chargé le Comité public de l'Urss pour la planification de trouver des res-

sources pour développer ce potentiel de production, également par une redistribution rationnelle éventuelle d'une partie des crédits alloués à l'agriculture. En outre, il convient d'utiliser le plus possible les moyens des kolkhozes et des sovkhozes pour renforcer les structures qui permettent de conserver les produits agricoles.

Crise également dans la production des biens de consommation

Compagnons! Une des tâches économiques décisives continue à être celle d'augmenter la production des biens de consommation, d'en accroître l'assortiment et d'en améliorer la qualité. Naturellement, on enregistre ici un progrès énorme. Mais ceci ne doit pas faire ignorer le fait que le Comité public de l'Urss pour la planification et les ministères ne suivent pas avec une suffisante ténacité la ligne choisie par le parti dans la direction d'un développement plus rapide dans les secteurs qui produisent les biens de consommation. Dans les trois premières années de ce quinquennat, les investissements dans ces secteurs et l'entrée en service de leurs nouvelles installations ont été inférieurs à ce qui avait été planifié. Les possibilités d'accroissement de la production des biens de consommation dans les entreprises de l'industrie lourde ne sont pas entièrement utilisées.

Tout ceci exerce, naturellement, un influx négatif sur la satisfaction des exigences des citoyens soviétiques. Cette question a également un autre aspect: tout le cours du développement économique reconferme sans cesse que la conformité de ces secteurs aux exigences actuelles est une condition importante de l'efficacité de l'économie dans son ensemble et de l'amélioration des primes matérielles. Il peut sembler que ce soit là une évidence. Et pourtant, certains fonctionnaires des organes de planification et de gestion continuaient à considérer la production des biens de consommation comme une sorte de réserve et cherchent à éliminer des éventuels déséquilibres dans la mise en application du plan à travers une réduction des crédits dans ce domaine. Cette méthode ne peut pas être acceptée.

Je m'arrêterai brièvement sur l'industrie mécanique. C'est d'elle que nous faisons justement dépendre l'augmentation de la productivité du travail et le progrès tech-

nique dans tous les secteurs économiques. Je ne parlerai pas des succès incontestables et des réalisations des ouvriers métallurgistes. Je parlerai d'une autre chose: un certain retard a commencé à se préciser dans l'industrie mécanique par rapport aux exigences de l'économie.

Prévoyant pour les années 80 une diminution de l'accroissement des ressources de force-travail, le parti a indiqué en temps utile la tâche de la création d'une base métallurgiste qui fasse diminuer considérablement le travail manuel faiblement productif. Dès 1973, il a été approuvé un programme de huit ans pour un développement prioritaire de la production des machines qui lui sont destinées. Mais comment le mettre en pratique? Si nous prenons, par exemple, les outillages de levage et de transport, aucune des nouvelles usines prévues par le programme n'est encore entrée en fonction.

Les responsables sont, avant tout, le ministère des grandes constructions mécaniques et le ministère de la construction des machines pour les chantiers et pour les travaux routiers, qui dirigent l'application de ce programme.

Le P.C.U.S. prisonnier de la bureaucratie

Compagnons! Comment expliquer que malgré les succès importants et incontestables de l'activité économique, malgré le gigantesque accroissement des dimensions de l'économie, nous n'arrivons pas, depuis longtemps, à nous libérer des étranglements qui nous ne permettent pas de progresser encore plus rapidement et dynamiquement? Toute lacune peut être expliquée par des raisons particulières. Mais ici, en pleine réunion plénière du Comité Central du Pcus, nous devons affronter la question sur le plan de principe, concentrer l'attention sur ce qui compte.

Dans le cas présent, ce qui compte est le fait que les instances économiques centrales, les ministères et les comités publics s'occupent trop lentement à orienter toute l'économie vers un développement intensif. Ils n'ont pas réussi à obtenir l'amélioration nécessaire des paramètres qualitatifs du travail et à rendre plus rapide le progrès technico-scientifique. C'est de là que dérivent les difficultés qui entravent un essor économique plus rapide.

Naufrage de la planification dans l'économie d'Etat

Tout ceci place au premier plan dans l'activité pratique les problèmes de la gestion et de l'organisation. Je me réfère à l'augmentation de la responsabilité personnelle des dirigeants d'entreprise, à une organisation plus précise et efficace du contrôle de l'application des décisions prises et, plus en général, à un perfectionnement supplémentaire de la direction de l'économie.

Toutes nos décisions doivent être étayées par des mesures organisationnelles précises et pondérées. Il faut établir ce que l'on doit faire, où le faire et avant quelles échéances, qui répond concrètement d'un secteur déterminé de travail et qui contrôle concrètement l'application des décisions. Chaque élément de l'appareil directorial doit voir clairement son rôle et sa place dans la solution des problèmes économiques les plus importants.

Il convient d'exiger des ministres, des dirigeants des secteurs, spécialement là où les problèmes mûrs sont encore résolus trop lentement, quelque chose de plus. Le Bureau Politique a jugé nécessaire que le Secrétariat du Comité Central du Pcus, le Conseil des ministres de l'Urss, leurs départements et les instances locales du parti et du Soviet intensifient le contrôle de l'évolution de l'application des décisions prises et posent, au moment opportun, la question de la responsabilité personnelle de celui qui ne fait pas en sorte que ces décisions se traduisent en actes.

Pourquoi la question se pose-t-elle de cette façon? Elle se pose ainsi parce que, pour dire la vérité, diverses délibérations du Comité Central du Pcus et du Conseil des ministres de l'Urss ne sont pas appliquées dans les délais établis. Il s'ensuit deux considérations.

La première est la suivante: certains dirigeants de l'économie considèrent, peut-être, avec trop de légèreté les décisions du parti et du gouvernement? Malheureusement, cela arrive. En second lieu, les décisions prises sont-elles toujours assez élaborées et coordonnées avec le plan et avec les ressources matérielles et financières? Non, souvent il n'en est rien. L'une et l'autre chose sont incompatibles avec la gestion planifiée de l'économie.



LA DIMENSION CULTURELLE DU DEVELOPPEMENT

Notre société moderne évalue le «développement» en termes d'expansion industrielle et de croissance économique bien que celles-ci ne se soient pas accompagnées d'une amélioration comparable de la qualité de la vie. Cependant, l'opinion publique est aujourd'hui de plus en plus consciente du fait que le développement n'est plus uniquement d'ordre quantitatif.

C'est dans ce contexte que les Ministres responsables des Affaires culturelles des 22 pays signataires de la Convention Culturelle du Conseil de l'Europe se sont réunis à Athènes du 24 au 26 octobre 1978 pour discuter de la dimension qualitative - essentiellement culturelle - du développement autour de deux thèmes majeurs:

- (a) culture et politique
- (b) problèmes spécifiques de politique culturelle.

Les principales questions que les Ministres ont examinées concernent:

1. *Les budgets culturels*

Comment augmenter les crédits affectés à la culture?

2. *Rôle de la politique culturelle*

Comment faire pour éviter qu'elle ne devienne «un instrument de manipulation?».

3. *La culture dans la communauté*

Comment définir les relations entre «culture» et «développement culturel», entre une «politique culturelle et une politique pour les loisirs?»

4. *Planification*

Dans quelle mesure la politique culturelle peut-elle bénéficier des méthodes

modernes de planification? Quelles sont les limites de la planification en matière de culture?

5. *Les industries «culturelles»*

Sur quels principes une politique vis-à-vis de ces industries devra-t-elle reposer?

6. *Rôle de l'éducation*

Comment concevoir une politique d'éducation pour la culture?

7. *Culture et liberté*

Un Etat, un pouvoir politique, peut-il, doit-il, susciter la naissance d'une parole indépendante et d'une pensée critique, «quitte à savoir que celle-ci pourra se retourner contre l'ordre établi?»

8. *Cultures régionales*

Dans quelle mesure une politique culturelle nationale devra-t-elle non seulement «conserver» les cultures régionales, mais créer les conditions pour qu'elles restent bien vivantes?

9. *Avenir de la coopération culturelle européenne*

Comment situer les activités culturelles de l'Unesco et de la Communauté Européenne par rapport à celles déployées dans le cadre de la Convention Culturelle Européenne du Conseil de l'Europe?

ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE

janvier-février 1979

Le terrorisme, la situation dans la région méditerranéenne, et la prescription des crimes de guerre seront les thèmes marquants de la session d'hiver de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe.

Plusieurs personnalités politiques européennes sont attendues pour cette session de l'Assemblée des «21» et notamment:

M. Adolfo Suarez, *Chef du Gouvernement espagnol;*

M. Christoph Van Der Klaauw, *Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas*;

M. Willibald Pahr, *Ministre des Affaires Etrangères d'Autriche*.

Les principaux sujets qui seront débattus au cours de la session sont notamment:

Le terrorisme en Europe

L'Assemblée étudiera un certain nombre de propositions destinées à réduire le terrorisme en conciliant la fermeté et le respect des droits et libertés fondamentaux.

La situation dans la région méditerranéenne

Ce débat permettra aux parlementaires de s'exprimer devant le plus vaste forum démocratique européen sur des questions d'actualité telles que la situation en Iran et l'état des négociations israélo-égyptiennes.

Coopération Culturelle Européenne

L'Assemblée examinera un rapport critique sur la coopération culturelle telle qu'elle tend à se développer concurremment entre les «21» et les «9».

Questions juridiques

Les parlementaires discuteront de la prescription des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité; de l'accès du public aux documents gouvernementaux; ainsi que d'une Déclaration sur la police.

Démographie et migrations

Le débat sera axé sur les incidences de l'évolution démographique sur la politique sociale et migratoire.

Europe

A LINGUISTIC PROBLEM

Even the world's most advanced computerised word-processing system for instant translation cannot save Brussels, the bureaucratic capital of the European Economic Community, from becoming a modern tower of Babel. But good language teachers can.

Struggling with six official languages, the community already employs more than 400 official interpreters (compared with the United Nations' 160 in Geneva and New York combined). And the forthcoming enlargement of the community will add Span-

ish, Greek and Portuguese to the existing official languages of English, French, German, Italian, Danish and Gaelic, creating 72 possible combinations for translation and calling for twice the existing staff of interpreters.

Since political life in the community involves a constant balancing of frequently conflicting regional interests culminating in international legislation, all citizens must have linguistic access to the bargaining process.

But the practical problem is even greater than that because the theoretical free movement of Europeans and their right to work in any country of the community is, in fact, largely limited by their linguistic ability.

If Europeans want to live together, they must learn each other's languages. Starting next year, the European community proposes to finance a broad language teaching programme including a generous exchange of teachers as well as pupils between the member countries. The Community wants more "European" or "international" schools where lessons are being taught in several languages.

In the long term, the Community would like every primary and secondary school to employ at least one teacher whose mother tongue is being taught as a foreign language and who can reflect the society and culture of the people who speak it.

The proposals amount to nothing less than a complete reappraisal of language tuition. They cover the entire educational spectrum from primary schools, where pupils are perhaps the most perceptive to foreign tongues, to the linguistic requirements of the liberal professions whose practice requires a sound knowledge of language.

Language teachers know that the motivation of students is an essential aspect of the learning process. The community proposes subsidised exchange of students between member countries to awaken the youngsters' interest in each other's cultures and languages.

Teachers of foreign languages would also get financial assistance as well as other incentives to refresh their knowledge by taking periodical extended trips abroad. The programme, which would cost only about \$8 million in its first year of operation, seems so essential for the community bedevilled by language barriers that a sympathetic observer might ask why Europeans have not thought of it sooner.

TO THE POINT 22 DECEMBER 1978

LA CONVENTION DE LOME et les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

de PAUL VAN OYE

ANALYSE D'UNE DISPOSITION PARTICULIERE

(suite et fin)

Le schéma des préférences généralisées 1979

La Commission a soumis, en octobre 1978, au Conseil ses propositions en matière de l'octroi des préférences tarifaires généralisées pour l'année 1979 en faveur des P.v.d. conformément à la recommandation de la *Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement* (C.N.U.C.E.D.).

En préparant ses propositions, la Commission a tenu compte de la nécessité d'améliorer d'avantage l'accès des P.v.d. aux marchés des pays industrialisés, nécessité qui a été reconnue par le Conseil Européen de Brême (6 et 7 juillet) et le sommet économique occidental de Bonn (16 et 17 juillet).

D'autre part, la situation économique dans plusieurs secteurs industriels importants impose une approche prudente. C'est donc un équilibre entre ces deux obligations que représentent les propositions de la Commission.

Dans les améliorations proposées pour 1979, la Commission a donné la priorité à l'inclusion d'un ensemble de mesures spéciales en faveur des P.v.d. les moins avancés.

L'autre modification importante que la Commission envisage est la refonte du S.P.G. pour les produits textiles à la suite des accords bilatéraux, que la Communauté a conclus dans le cadre de l'*Accord Multifibre* (A.M.F.), avec la plupart des pays fournisseurs, ce qui implique le doublement du volume des importations préférentielles de produits textiles en provenance de ce pays.

Une des caractéristiques principales du S.P.G. 1979 sera l'application de l'*Unité de Compte européenne*. Les répercussions de ce changement sur les contingents pour les produits industriels sensibles peuvent être résolus, estime la Commission, par le biais d'un ajustement des parts de réserve.

En ce qui concerne les mesures spéciales en faveur des P.v.d. les moins avancés, la gestion du S.P.G. serait libéralisée à plusieurs égards.

Les produits agricoles couverts par le S.P.G., et à l'exception de 6 produits faisant l'objet de restrictions quantitatives, seront exonérés de tout *droit de douane*.

Notons qu'à la différence du régime prévu pour les produits industriels, le S.P.G., dans le secteur agricole, comporte généralement des réductions partielles, mais sans restrictions quantitatives.

Dans le *secteur industriel*, la suspension du rétablissement du droit dans le cadre des butoirs est prévue tant pour les produits sensibles que pour les produits avec butoirs spéciaux.

Enfin, pour les produits textiles, les limitations individuelles ou butoirs, dans le cadre des plafonds non répartis entre Etats membres, ne seront plus appliquées.

L'objectif du nouveau schéma est donc d'assurer, pour les produits textiles, non seulement un volume accru d'importations en franchise de droit en provenance des P.v.d., mais aussi de garantir à chaque pays bénéficiaire, et notamment aux bénéficiaires les moins compétitifs une part équitable des importations préférentielles afin qu'ils puissent obtenir une augmentation réelle de recettes d'exportation correspondant à la réduction des droits de douane.

Les innovations possibles dans la renégociation de la Convention de Lomé

Il semble que certaines différences d'optique apparaissent entre l'idée que se font respectivement la C.E.E. et les Etats A.C.P.

En effet, la C.E.E. estime qu'il faudrait partir de ce qui existe pour le compléter et l'améliorer.

Par contre, les Etats A.C.P. souhaitent que la renégociation s'oriente vers une modification fondamentale des accords actuels. Quelles sont les innovations que l'une et l'autre partie pourraient proposer?

A. *Durée de la Convention:* La commission, s'inspirant des accords que la C.E.E. a passé avec les Etats du Maghreb et du Machrek, souhaite voir la nouvelle Convention être conclue pour une durée illimitée. Le caractère permanent serait évidemment de nature à accroître la sécurité des Etats A.C.P.

Néanmoins, une distinction entre les parties permanentes et celles sujettes à des révisions périodiques devrait être faite, tenant compte du fait que le chapitre commercial ainsi que les montants de l'assistance financière dépendent considérablement de la conjoncture économique mondiale.

B. *Coopération commerciale et industrielle:* Le régime de libre accès au profit des A.C.P. devrait être maintenu, tout comme l'exclusion de l'obligation de réciprocité de la part des A.C.P. et les clauses de sauvegarde. Mais, la Commission a proposé qu'une procédure obligatoire de consultation périodique avec la participation des milieux économiques intéressés soit ajoutée.

Les conclusions de ces consultations ne seraient pas contraignantes, mais auraient pour objet d'éviter des erreurs de jugement et de permettre les ajustements qui s'avèreraient nécessaires.

D'où l'importance de trouver une formule appropriée permettant l'adaptation et la révision d'un accord prévu pour une durée illimitée.

La Commission a aussi fait des propositions quant à l'encouragement et la protection des investissements européens dans les P.v.d. Il s'agirait ici d'introduire dans la Convention des clauses définissant les règles de base qui devraient être suivies par les opérateurs étrangers et les autorités des pays d'accueil ainsi qu'une procédure de conciliation, dans le cas de conflits, avant de recourir à l'arbitrage international.

Ce dispositif compléterait les accords bilatéraux conclus entre certains Etats A.C.P. et certains pays de la C.E.E.

Le Stabex

Les Etats A.C.P. estiment que ce système a été interprété de manière trop restrictive et souhaitent le voir s'étendre aux produits miniers.

La Commission, de son côté, souhaite l'amélioration de l'utilisation des fonds transférés au titre du STABEX de manière à assurer aux populations concernées le bénéfice des dépenses de ces fonds, tout en respectant le pouvoir discrétionnaire des pays bénéficiaires.

La coopération financière et technique

D'un point de vue général, les Etats A.C.P. souligneront, sans nul doute, la détérioration de la situation depuis 1975.

Les principaux points de discussion auront trait aux dangers du protectionnisme, à l'érosion des prix des matières premières et au déficit des balances de paiement qui ont pour effet de limiter l'accès des P.v.d. les plus pauvres au marché des capitaux internationaux. La nécessité d'aboutir à un *nouvel ordre économique international* - en reprenant les grands thèmes du *dialogue Nord-Sud* - sera réaffirmée.

Dans ce domaine de la coopération, les Etats A.C.P. ne manqueront pas de souligner que la baisse du pouvoir d'achat de l'*unité de compte européenne* fait suite à

l'inflation, et que l'adhésion de nouveaux membres A.C.P. à la Convention entraînera l'obligation d'un réexamen du volume et de la gestion de l'aide financière et technique.

La coopération industrielle

Celle-ci n'a pas beaucoup de sens aux yeux des Etats A.C.P. tant que des mesures spéciales concernant le transfert de la technologie ne seront pas prises.

La Commission, de son côté, souhaite accentuer les dispositions de *Lomé-I* afin d'en faire profiter les petites et moyennes entreprises.

Conclusion

On ne peut manquer de souligner le caractère profondément novateur de la *Convention de Lomé*. Non seulement, en effet, la Communauté, par les engagements qu'elle a pris, ouvre entièrement son marché aux produits d'un nombre élevé de pays en voie de développement, parmi lesquels la quasi-totalité des pays d'Afrique noire, mais encore, ces mêmes pays A.C.P. ne sont pas absolument tenus d'ouvrir leurs frontières aux produits provenant des Etats membres de la Communauté. Sauf décision plus favorable de la part de l'un ou de l'autre des Etats A.C.P., décision qui ne peut être discriminatoire entre les Etats membres, ces produits se trouveront sur les marchés A.C.P. sur le même pied que les produits en provenance de tous les autres pays du monde et notamment d'autres pays industrialisés tels que les Etats-Unis, le Japon, etc...

A cet avantage économique, considérable s'ajoute une aide financière qui fait participer les contribuables des Etats membres au développement des infrastructures des Etats partenaires de la Communauté, aux investissements industriels, à la construction d'écoles, d'hôpitaux, etc...

Enfin, deux domaines entièrement nouveaux, celui de la stabilisation des recettes d'exportation - qui permet aux Etats partenaires de la Communauté de pouvoir compter sur une certaine stabilité d'éléments économiques et financiers jusqu'à présent impondérables - et celui de la coopération industrielle - qui permettra aux jeunes Etats signataires de la Convention de développer les industries nécessaires à leur croissance - constituent autant d'éléments nouveaux mis par la Communauté à la disposition de ses partenaires.

La signature de la *Convention de Lomé* représente, par rapport à l'un des problèmes majeurs de notre temps - celui du sous-développement - une contribution majeure de l'Europe.

P. van O.

L'abonnement souscrit sera valable pour toute l'année 1979. Le versement pourra être effectué directement soit par chèque bancaire, soit par versement sur le C.C.P. n.° 36220002 à Rome au nom du

BULLETIN EUROPEEN
Foro Traiano, 1/A - 00187 Rome

A B O N N E M E N T S

Italie:

ordinaire	lires	6 000
de soutien	lires	30 000

Autres pays européens:

ordinaire	ff.	50
de soutien	ff.	250

Pays extra-européens:

ordinaire	USA \$	20
de soutien	USA \$	60

(ou contre-valeur dans une autre monnaie européenne - ou dollars)

L'EUROPE DES LIVRES

En mai 1978, lors d'un colloque organisé pendant le festival du livre de Nice par la Communauté européenne, le problème du rôle des organisations européennes dans l'Europe du livre a été posé. Que doivent-elles faire pour accroître la libre circulation des livres, harmoniser les taux de TVA, protéger les auteurs, encourager les coéditions, etc.?

1. Les organisations européennes pourraient aider les éditeurs européens à mettre sur pied des coéditions européennes d'ouvrages fondamentaux qui ne peuvent pas ne pas être disponibles dans nos différentes langues. Cela concerne les ouvrages d'art, les ouvrages scientifiques, les encyclopédies (ne pourrait-on rêver, d'une encyclopédie européenne...?), les livres d'enfants, certains livres scolaires.

2. Les organisations européennes doivent améliorer la libre circulation du livre, par exemple en encourageant l'harmonisation des taux de TVA qui varient de 0% en Grande-Bretagne à 19,5% en Irlande. Dans ce même contexte économique, elles devraient poursuivre leurs études sur les problèmes de reprographie et de copyright qui ruinent l'édition scientifique.

Principaux pays européens producteurs de livres
*Nombre de nouveaux titres par an*¹

	1973	1974	1975
Autriche	5.342	5.519	5.636
Belgique	8.953	—	5.848
Bulgarie	3.963	3.863	3.669
Tchécoslovaquie	8.567	9.883	10.372
Danemark	6.500	6.822	7.068
Finlande	3.594	4.245	4.558
France	27.186	28.245	—
Rép. féd. d'Allemagne	—	48.034	40.616
Rép. dém. allemande	5.224	5.546	5.800
Grèce	2.007	2.920	2.613
Hongrie	7.581	8.050	8.603
Italie	8.122	9.443	9.187
Pays-bas	11.640	11.440	12.028
Norvège	5.694	6.520	4.855
Pologne	10.744	10.749	10.277
Portugal	6.173	7.326	5.943
Roumanie	10.100	11.258	7.860
Espagne	23.608	24.085	23.527
Suède	8.242	9.014	9.012
Suisse	7.942	9.310	9.928
Royaume-Uni	35.177	32.133	35.526
Yougoslavie	10.110	13.063	11.239
URSS	80.196	—	78.697
USA ²	83.724	81.023	85.287

¹ Source: *Unesco Statistical Yearbook 1976* (paru en 1978)

² Comprend les *U.S. government publications* (15.750 en 1975) et les thèses d'université (31.478 en 1975).

3. Enfin, les organisations européennes devraient donner l'exemple en améliorant la qualité rédactionnelle, typographique, commerciale de leurs propres publications, en utilisant le know-how des grands éditeurs européens. En publiant bien, nos organisations sortiront un peu de

leur ghetto bureaucratique. C'est un geste de démocratie que de faire un livre. En outre, comme l'écrit Valéry: «C'est un jugement très précieux et très redoutable que d'être magnifiquement imprimé» et ce jugement n'est sans doute pas inutile.

(«Forum», 4, 1978)

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

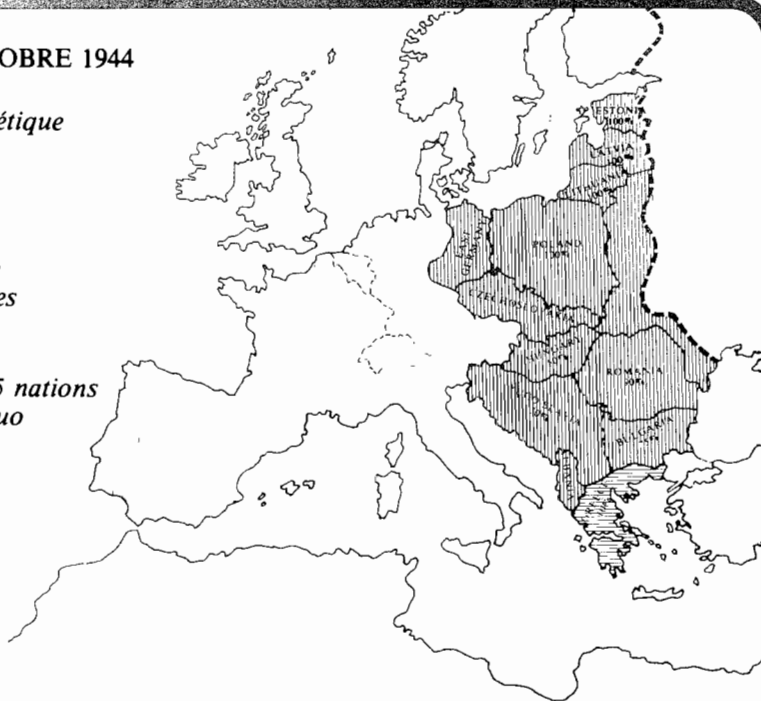
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
réconnaît le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

<i>R. Cestelli: Déclin de l'homo sapiens</i>	1
<i>H. Duval: La Grèce: encore plus près de son entrée dans la Cee</i>	6
<i>M. Ruffini: Les opposants à l'Europe</i>	8
Les maux de l'économie d'Etat en Urss	10
Conseil de l'Europe	14
L'Europe des livres	19

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)

Editrice Nagard Srl - Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06) 679.77.85 678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n.16966 del
15.10.1977 (già n.1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa BG» Milano, Via Larga 11